

Cette autre crise migratoire (semi-orchestrée) qui se profile après Ceuta

Après l'épisode spectaculaire de Ceuta, qui a révélé la vulnérabilité du flanc Sud de l'Europe face à l'instrumentalisation des flux migratoires, une autre crise pourrait déjà se dessiner. Entre l'effondrement sécuritaire du Sahel, la progression des groupes jihadistes, l'influence croissante de puissances extérieures et l'absence de stratégie européenne cohérente, les facteurs d'une pression migratoire durable s'accumulent.

[Michel Fayad](#)



Ce qu'il faut en retenir :

- **Un chaos accéléré au Sahel** : le retrait français n'a pas créé la crise, mais a précipité la dégradation sécuritaire en laissant le champ libre aux groupes jihadistes.
- **Des acteurs opportunistes** : jihadistes, réseaux criminels et puissances étrangères exploitent un même espace de prédation, avec des intérêts parfois convergents.
- **Une pression migratoire stratégique** : la crise de Ceuta illustre, selon Michel Fayad, le lien entre l'instabilité sahélienne, les instrumentalisations politiques et les flux vers l'Europe.
- **Une Europe réactive** : l'Union européenne répond aux crises au cas par cas, sans stratégie globale d'anticipation face aux enjeux sécuritaires et migratoires.

Atlantico : Après le retrait des forces françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, le Sahel est-il véritablement entré dans un nouveau cycle stratégique, ou les États de la région étaient-ils déjà engagés dans un processus d'effondrement ? Dans quelle mesure ce départ a-t-il accéléré la dégradation de la situation sécuritaire ?

Michel Fayad : Après la vague migratoire de Ceuta de ces derniers jours, qui a mis en lumière de manière brutale le lien direct entre le chaos sahélien et les pressions sur le flanc sud de l'Europe, il faut rappeler que le Sahel était déjà engagé dans un processus d'effondrement structurel bien avant le retrait français.

Depuis plus de dix ans, les États maliens, burkinabés et nigériens n'exerçaient plus qu'un contrôle fictif sur de vastes portions de leur territoire. Administrations absentes, armées sous-équipées, économies de rente minière gangrenées par la corruption : le diagnostic était posé. Les coups d'État de 2020 à 2023 n'ont fait qu'acter ce délitement en rompant définitivement les partenariats sécuritaires avec la France et les Occidentaux. Le départ français n'a pas créé le vide, il l'a rendu total et immédiat. L'appui aérien, le renseignement et la formation ont disparu du jour au lendemain. Les juntes de l'Alliance des États du Sahel se sont jetées dans les bras de l'Africa Corps russe, qui protège avant tout les capitales, les mines d'or et les dirigeants eux-mêmes. Pendant ce temps, le JNIM et l'État islamique au Sahel ont conquis du terrain. Deux attaques contre l'aéroport de Niamey en 2026, l'une revendiquée par l'État islamique en janvier, l'autre par le JNIM en juin, le blocus imposé par le JNIM depuis septembre 2025 sur les axes reliant Bamako aux ports de Dakar, Abidjan et Conakry, et la progression nette vers le Bénin, le Togo et le nord du Nigeria : le résultat est sans appel. Le retrait a accéléré et radicalisé une dynamique déjà en cours. Nous sommes passés d'un chaos contenu à un chaos expansif.

À qui profite aujourd'hui ce vide sécuritaire ? Les organisations terroristes, les réseaux de criminalité organisée ou certaines puissances étrangères ? Comment ces différents acteurs coexistent-ils, coopèrent-ils ou se concurrencent-ils sur le terrain ?

Michel Fayad : Le vide sécuritaire profite d'abord aux organisations terroristes. Le JNIM est le grand vainqueur territorial. Il impose sa zakat, sa propre justice et son contrôle des routes, tout en recrutant massivement. Viennent ensuite les réseaux de criminalité organisée, passeurs, trafiquants de drogue, d'or et d'armes, qui ont considérablement renforcé leur emprise sur les corridors migratoires. Les jihadistes les taxent souvent plutôt que de les éliminer. Enfin, certaines puissances étrangères en tirent un profit géopolitique direct. La Russie y gagne de l'influence anti-occidentale, un accès privilégié aux ressources et une distraction permanente du flanc est de l'OTAN, sans jamais s'engager réellement dans la lutte antiterroriste. L'Iran et la Turquie avancent par la vente d'armes et de drones. La Chine sécurise ses intérêts miniers. Sur le terrain, la coexistence est purement opportuniste. Jihadistes et réseaux criminels partagent les mêmes axes. Les juntes ferment les yeux tant que le pouvoir central n'est pas menacé. La Russie évite soigneusement de s'enliser contre les groupes armés. La concurrence n'apparaît que lorsque les ressources se raréfient : or, routes, recrues. C'est un écosystème de prédation, pas une alliance idéologique.

Zineb Riboua estime que les groupes jihadistes pourraient chercher à reproduire au Niger et au Burkina Faso la stratégie d'expansion territoriale observée au Mali afin d'ouvrir progressivement un corridor vers les côtes ouest-africaines et le Maghreb. Ce scénario vous paraît-il crédible ? Quels seraient les principaux indicateurs permettant de confirmer ou d'infirmer cette évolution ?

Michel Fayad : Zineb Riboua, chercheuse marocaine, Research Fellow au Hudson Institute (Center for Peace and Security in the Middle East), spécialisée dans l'implication russe et chinoise au Moyen-Orient, au Sahel et en Afrique du Nord, estime que ce scénario est non seulement crédible mais qu'il est déjà en train de se réaliser sur sa partie sud. Elle a raison. Le JNIM applique au Burkina Faso et au Niger la même méthode qui a réussi au Mali : enracinement rural, taxation systématique des flux, puis projection vers les États côtiers. L'implantation durable dans le nord du Bénin, du Togo et dans certaines zones du Nigeria en 2025-2026 en est la démonstration. Les indicateurs à surveiller sont clairs : multiplication des attaques à proximité immédiate des frontières côtières, contrôle ou taxation des grands axes comme la RN1 Mali-Sénégal ou des corridors vers Cotonou, attaques contre des infrastructures critiques (aéroports, bases), flux de recrues et de financements vers le Maghreb via le désert, et effondrement de la capacité des États côtiers à tenir leurs frontières nord. Un corridor continu jusqu'au Maghreb n'est pas encore achevé, mais la pression migratoire et sécuritaire qu'il génère est déjà là. Ceux qui prétendent le contraire refusent simplement de regarder la carte.



Plusieurs analystes évoquent une instrumentalisation indirecte des flux migratoires par Moscou, dans une logique de guerre hybride visant à accentuer la pression sur le flanc sud de l'OTAN. Cette hypothèse vous semble-t-elle étayée ? Plus largement, la crise de Ceuta doit-elle être interprétée comme un simple épisode migratoire ou comme le symptôme d'un enjeu de défense beaucoup plus vaste ?

Michel Fayad : L'hypothèse est non seulement étayée, elle est évidente. En laissant le Sahel s'enfoncer dans le chaos, la Russie contribue à entretenir une instabilité structurelle qui nourrit les départs et les réseaux de passeurs. Zineb Riboua, une chercheuse marocaine, le dit sans détour : l'expansion russe, la croissance du JNIM et les dynamiques démographiques nord-africaines produisent une pression migratoire durable sur le flanc sud de l'OTAN. Il ne s'agit pas nécessairement d'un plan opérationnel quotidien, mais d'un effet stratégique recherché dans une logique de guerre hybride. La crise de Ceuta, à la fin juillet 2026, avec cinquante à soixante mille arrivées en quarante-huit heures, majoritairement marocaines, et des dizaines de morts, n'est en rien un simple épisode migratoire. C'est d'abord une opération d'instrumentalisation marocaine visant à faire pression sur Madrid sur le Sahara, les relations avec l'Algérie et d'autres contentieux bilatéraux, même si d'autres facteurs ont pu jouer, comme l'arrêt du Tribunal suprême du 8 juillet 2026 sur les refoulements à chaud largement relayé sur les réseaux, le timing autour de la Fête du Trône ou le rapprochement entre Madrid et Alger. Amplifiée par les réseaux sociaux, les rumeurs et la passivité temporaire des forces marocaines, elle a saturé une enclave européenne, forcé un déploiement militaire et provoqué une réunion d'urgence des ministres de l'Intérieur. C'est le symptôme d'un enjeu de défense majeur : la perméabilité du flanc sud, l'absence totale de doctrine face à l'arme migratoire, et le lien direct entre le chaos sahélien et les pressions méditerranéennes. Ceux qui persistent à parler de « crise humanitaire » sans prendre en compte sa dimension stratégique passent à côté d'une partie essentielle du problème.

Entre l'affaiblissement des États sahéliens, la montée en puissance des réseaux criminels, les nouvelles contraintes juridiques pesant sur la gestion des arrivées à Ceuta et les tensions croissantes aux frontières méditerranéennes, l'Europe dispose-t-elle aujourd'hui d'une véritable stratégie d'anticipation, ou continue-t-elle essentiellement à gérer les crises au coup par coup ?

Michel Fayad : L'Europe n'a aucune stratégie d'anticipation. Elle gère encore et toujours au coup par coup, dans la panique et la confusion. La réaction à Ceuta a été opérationnellement rapide, avec des retours massifs et des renforts, mais elle reste purement réactive. Les contraintes juridiques auto-infligées, les arrêts sur les « hot returns », la protection systématique des mineurs, un pacte migratoire incomplet, l'absence d'une politique de retours crédible, les régularisations massives qui fonctionnent comme un appel d'air permanent, et le manque total de levier sur les États sahéliens après le retrait, rendent toute anticipation impossible. Une stratégie digne de ce nom exigerait un volet sécuritaire et de développement ciblé sur les corridors et les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, une doctrine claire d'attribution et de réponse aux instrumentalisation migratoires comme face à la Biélorussie, une coordination réelle OTAN-UE sur le flanc sud, des accords de réadmission effectifs et des contrôles aux frontières externes réellement dissuasifs. Tant que l'Europe traitera le Sahel comme un problème africain et la Méditerranée comme une succession de crises humanitaires, elle restera en position de faiblesse structurelle. La crise de Ceuta n'est pas un accident. C'est un avertissement.

MOTS-CLES

[Ceuta, immigration, Afrique, Sahel, Mali, Burkina Faso, Niger, frontières, crise sécuritaire, migrants, réfugiés, europe, union européenne, Boko Haram, JNIM, terrorisme, menace terroriste](#)